

*Année du Maghreb, 2014, X*

*Propositions de titre générique pour le numéro X, 2014 :*

## **Besoins d'Histoire, Historiographies et régimes d'historicité au Maghreb à l'aune des révolutions arabes**

Coordination : M'hamed Oualdi

*Echéances :*

- 15 février 2013 : publication de l'appel à communication
- 15 avril 2013 : réception des résumés de communication et sélection
- septembre 2013 : réception des contributions (autour d'une dizaine)
- juin 2014 : parution du numéro X de l'Année du Maghreb

*Notes et points cruciaux de l'appel à contribution*

Consacré à l'historiographie et aux régimes d'historicité, le dixième numéro de *l'Année du Maghreb*, peut être conçu comme un prolongement du numéro de 2008 : *La fabrique de la mémoire* et du numéro VIII de 2012 dans lequel politistes, sociologues, juristes, anthropologues s'étaient attachés à « déconstruire un certain discours des sciences sociales » et à analyser « un processus de fissuration des régimes autoritaires » en interrogeant notamment la notion de « printemps arabe ». Ce numéro à venir que l'on pourrait intituler « Besoins d'histoire du Maghreb » tenterait donc de comprendre et de reconsidérer les usages ou les manières de faire de l'histoire, et les questionnements historiques dans un contexte maghrébin marqué par le fait révolutionnaire.

Les contributions rassemblées dans ce numéro ne s'inscriraient pas seulement dans la temporalité suscitée depuis la fin de l'année 2010 par les révolutions tunisienne puis libyenne. Il s'agirait aussi de prendre en compte d'autres dynamiques, initiées il y a une décennie, par des réformes et des mutations des régimes marocains et algérien, depuis 1999 (accession au pouvoir du roi Mohammed VI et du président Bouteflika) que ces réformes aient eu de réels impacts ou qu'elles n'aient été envisagées qu'à des fins « cosmétiques » et diplomatiques.

Dans un balancement entre temps présent et relecture des histoires maghrébines, ce numéro, s'il favorise les réflexions historiographiques des historiens à partir de leur expérience et de leur considération du contemporain, est aussi et surtout ouvert aux chercheurs d'autres disciplines qui réfléchissent tout autant aux usages du passé qu'aux conceptions des transitions historiques et des périodisations en contexte maghrébin.

### **1. Ecritures de l'histoire au Maghreb entre champs académiques et sphères publiques**

Un des effets historiographiques majeurs de ces révolutions et réformes, auquel une première partie de ce numéro, serait consacré est ce besoin d'histoire profond et par là même troublant exprimé à la fois dans le contrecoup des révolutions en Tunisie et depuis les années 1990, au Maroc et en Algérie, dans la presse, l'édition, des institutions para-étatiques, les programmes scolaires les plus récents, le champ académique, le milieu associatif et celui de l'érudition. Besoin profond de bousculer les tabous des récits nationaux et d'affronter des conflictualités et des divisions internes évacuées ou minimisées depuis les indépendances. On songe ici aux retours sur les violentes divisions au sein des mouvements nationalistes, aux volontés de revenir sur les

stratégies permanentes de répression exercées par les régimes autoritaires, et aux critiques des tentatives d'unanimisme dans les récits historiques nationaux.

Ces besoins qui suscitent des confrontations au passé et des compétitions sociales et politiques autour de l'écriture de l'histoire peuvent être analysés au moins dans trois domaines. D'abord dans l'ensemble de la société, une conscience patrimoniale semble avoir émergé ces dernières années, se cristallisant sur des lieux, des bâtiments, mais aussi autour de la préservation d'un patrimoine immatériel, allant des contes populaires à la musique. Dans la presse écrite et dans le monde de l'édition, tant arabophone que francophone, où les témoignages d'« acteurs de l'histoire », les révélations présentées comme fracassantes autour de nœuds mémoriels ont attiré un lectorat toujours curieux de révisions historiques plus au moins profondes. Second domaine potentiel d'observation : les commémorations officielles d'évènements historiques, les travaux de commissions d'investigation, de réconciliation et d'indemnisation représentant l'autorité de l'État, qui en revenant sur des passés proches, suscitèrent des points de vue et des interprétations de ce passé<sup>1</sup>. Enfin, dernier cadre d'analyse possible : le monde des historiens universitaires au Maghreb interpellés ou s'engageant hors de leur champ académique dans ces débats civiques et historiques ou les concevant en réaction à des évènements et des polémiques politiques et médiatiques.

Tout l'objectif de cette première partie serait de comprendre les origines, les enjeux et les impacts de ces débats autour de l'histoire, à partir de cas concrets tels que la publication de la revue *Zamān* au Maroc ou la réflexion autour des parcours d'historiens conçus entre travaux académiques et interventions publiques<sup>2</sup>. Comment, en somme, l'histoire et la discipline historique sont-elles susceptibles de constituer un « objet transitionnel » de nos jours au Maghreb ?

## **2. Mutations politiques et sociales au Maghreb et répercussions dans les historiographies du Maghreb**

À une autre échelle par laquelle il s'agirait moins d'observer l'histoire et l'historien dans la cité que de les replacer face aux transformations récentes du Maghreb, une seconde partie de ce numéro tenterait de comprendre comment les manières de concevoir des tendances historiographiques (ou de s'y raccrocher) ont pu ou peuvent prendre en compte des mutations profondes des sociétés et des pouvoirs maghrébins. Ces mutations sont d'ailleurs si frappantes qu'elles étaient encore difficilement concevables dans les années 1980 voire même au cours des années 1990 : que ce soit l'accession des mouvements politiques islamistes à des instances de pouvoir longtemps tenus par des partis nationalistes ; ou les interrogations et débats sur les composantes amazighe, juive et ouest-africaine des « identités nationales » maghrébines ; ou bien encore, les désirs d'individualisation et les tentatives renouvelées de s'affranchir des normes collectives dans les goûts culturels, les comportements sexuels et plus largement les affinités électives<sup>3</sup>.

Les reconfigurations des sphères politiques marquées depuis les années 1980 par les contestations des mouvements nationalistes et par une dynamique parallèle d'ancrage sociaux des mouvements politiques islamistes interrogent l'historiographie

---

<sup>1</sup> Entre autres exemples la commission royale d'indemnisation des anciens prisonniers politiques puis Instance équité et réconciliation (IER) au Maroc ; les effets de la Charte de réconciliation nationale en Algérie ; ou bien la commission chargée de l'établissement des faits et des dépassements autour de la Révolution tunisienne.

<sup>2</sup> Kmar Bendana, *Chronique d'une transition*, Les Editions Script, Tunis, 2011.

<sup>3</sup> Sur des approches contemporaines en sciences sociales, *L'Année du Maghreb*, VI, 2010, « Sexe et sexualités » (dir. V. Beaumont, C. Cauvin Verner et F. Pouillon).

du Maghreb d'au moins deux manières. D'une part, la prépondérance d'un islam politique dans les récentes élections marocaines et tunisiennes ou bien même dans les champs des références et de la culture politique dans l'ensemble du Maghreb peuvent nous amener à reconsidérer la place, jusque là limitée, concédée à l'histoire religieuse et à l'histoire des sensibilités religieuses pour cette aire culturelle, sans commune mesure avec ce qui se fait pour le Proche Orient. D'autre part, la mobilisation du référent national dans les révolutions et les mouvements de contestation des régimes autoritaires alors même que les mouvements nationalistes<sup>1</sup> issus des temps coloniaux paraissent usés, banalisés, détachés des corps civiques ; et paradoxalement, l'effet de contagion apparent des « révolutions arabes » dépassant les simples cadres nationaux pour devenir un processus à l'échelle de la région devraient aussi ranimer les travaux sur les nationalismes et les sentiments d'appartenance à la nation, travaux en vogue jusqu'aux années 1980 avant d'être délaissés. Il y a matière à revenir sur les structures partisans de façon critique, en insistant sur la question du militantisme et de la contestation, sur les rapport au constitutionnalisme ou en mobilisant et acclimatant des outils et concepts des *postcolonial studies*, à la manière des travaux de James McDougall qui a montré, dans le cas de l'Association algérienne des Oulémas, à quel point la réplique d'une partie des oulémas à une modernité européenne, notamment dans leur écriture de l'histoire, avait abouti peu ou prou à essentialiser une identité algérienne et à délégitimer des pratiques et des savoirs locaux<sup>4</sup>.

Articulée à cette problématique du national, la question des composantes historiques et sociales du Maghreb, présentée souvent maladroitement comme celle de « minorités culturelles », a ressurgi pleinement depuis la fin des années 1990 par une volonté de traitement politique et culturel de l'amazighité au Maroc et en Algérie et a pu s'élargir en période post-révolutionnaire, en Tunisie, à d'autres revendications d'égalité civique ou de pluralité identitaire émanant des population noires et des juifs résidents au sein ou hors Maghreb<sup>5</sup>. Ces revendications, perçues parfois localement comme secondaires pointent pourtant le problème crucial de l'autoreprésentation de nationaux qui se conçoivent comme homogènes et de culture musulmane. Les historiens se sont emparés de cette prétendue évidence en reconstituant les altérités du Maghreb et en déjouant parfois les pièges de la mise en homogénéité<sup>6</sup>. Mais l'actualité de cette pluralité et de sa mise en débat suscite de nombreuses interrogations historiographiques : ainsi comment prendre en compte dans les recherches historiques validées par des instances universitaires, des études berbères qui furent très riches en linguistique et anthropologie ? Dit autrement, comment historiciser l'amazighité ? Dans le même temps, comment penser l'africanité du Maghreb, construite à la fois par l'esclavage et l'affranchissement, par l'afflux d'hommes libres, par contacts permanents avec l'ancien *bilād al-sūdān* et par endogénéité ?

À un dernier échelon, si les individus et composantes des sociétés maghrébines ne se laissent saisir que partiellement par l'engagement militant, la piété, les revendications identitaires ; s'ils veulent s'affranchir de tous ces cadres ou s'en détacher afin de s'individualiser, d'échapper aux contraintes morales et suivre leurs désirs, comment historiciser cette question de l'individualisation et de la sexualisation ? De

---

<sup>4</sup> James McDougall, *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, Cambridge University Press, 2006.

<sup>5</sup> Stéphanie Pouessel, « Les marges renaissantes : Amazigh, Juif, Noir. Ce que la révolution a changé dans ce « petit pays homogène par excellence » qu'est la Tunisie », *Année du Maghreb*, VIII, 2012, p. 143-160 ; la même auteur a dirigé *Noirs au Maghreb. Enjeux identitaires*, Paris, Karthala, 2012.

<sup>6</sup> Entre autres et pour des périodes différentes, Dominique Valérian (dir.), *Islamisation et arabisation de l'Occident musulman médiéval (VII<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011 ; Jocelyne Dakhlia, *Lingua franca. Histoire d'une langue métisse en Méditerranée*, Arles, Actes Sud, 2008.

quels manières ne pas les limiter à des phénomènes contemporains, à des « fruits de la modernité » ou à une reproduction de comportements européens ? Une seconde partie de ce numéro serait donc ouverte aux bilans historiographiques arrimés à des propositions programmatiques suscitées par ces mutations récentes des sociétés maghrébines.

### 3. Périodes, territoires et langues de l'histoire maghrébine après le « Printemps arabe » ?

Hors du Maghreb, malgré un intérêt des sociologues et des politistes pour les dynamiques et les organisations de la contestation politique et sociale dans les années 2000<sup>7</sup>, la surprise que les révolutions tunisienne ou libyenne ont suscitée ou à l'inverse la capacité des régimes algériens et marocains à se maintenir ne constituent que quelques uns des indices des ruptures et des discordances que cette aire culturelle n'a cessé de connaître. Le rappel de ces disjonctions peut conduire à interroger voire parfois à se déprendre des cadres chronologiques, spatiaux et linguistiques d'analyse si régulièrement et commodément reconduits par les historiens du Maghreb et les chercheurs des autres sciences humaines notamment en Europe et en Amérique du Nord. Les cadres spatiaux et temporels d'analyse sont eux-mêmes des constructions variables selon les traditions académiques nationales.

D'une part, la distinction et la densification actuelle des dynamiques politiques de Rabat à Tripoli rappellent l'impérieuse nécessité de réinvestir une histoire du temps présent et postcolonial au Maghreb. Les productions des historiens paraissent limitées en la matière et en comparaison avec les travaux des politistes, sociologues, anthropologues et juristes<sup>8</sup>. D'autre part, la focalisation sur les temps coloniaux, l'appréhension prédominante d'un Maghreb saisi avant tout entre deux bornes chronologiques, entre la prise d'Alger en 1830 et l'indépendance de cette ancienne colonie en 1962, pose le problème méthodologique profond du « colonial » non pas en tant que temps de souffrance et de domination, ce qui est évidemment incontestable, mais comme cadre mémoriel et surtout comme cadre d'analyse.

Parce qu'il est encore et toujours reconduit, débattu et rebattu, ce cadre continue à impacter voire parfois à fausser les tenants autant que les aboutissants des analyses historiques ainsi que les manières de délimiter des corpus d'archives. De ce point de vue, il faut reposer de nouveau frontalement les problèmes et les limites d'analyses qui ne se fondent en grande partie que sur des sources en langue française voire plus largement en langues européennes et ne mobilisent toujours pas assez les archives en langues arabe, berbère et en *osmanli*. Dans un contexte social qui fut constamment marqué par le plurilinguisme, et un contexte scientifique qui voit s'affirmer une production s'écrivant majoritairement en langue arabe, ces monolinguisms ne permettent pas de concevoir des histoires « à parts égales » ; et de manière moins stabilisée ou moins idéalisée, ces choix de recherche empêchent de saisir les enchevêtrements et les chevauchements de sens entre discours des colons, des colonisés et des intermédiaires. Et ce, alors même que le terrain maghrébin d'expériences

---

<sup>7</sup> Entre autres, le numéro dirigé par Thierry Desrues et Miguel Hernando de Larramendi, « S'opposer au Maghreb », *Année du Maghreb*, V, 2009 ; Sarah Ben Néfissa, Blandine Destremau (dir.), *Protestations sociales, révolutions civiles. Transformations du politique dans la Méditerranée arabe*, Paris, Armand Colin, p. 5-23. Joel Beinin and Frédéric Vairel (ed), *Social movements, Mobilization and Contestation in the Middle East and North Africa*, Stanford university Press, 2011.

<sup>8</sup> Pierre Vermeren, *Misère de l'historiographie du Maghreb post-colonial : 1962-2012*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2012 ; Malika Rahal, <http://texturesdutemps.hypotheses.org/author/texturesdutemps>.

historiques aurait pu et peut toujours constituer un des foyers majeurs des débats avec la riche historiographie postcoloniale et d'autres tendances historiographiques récentes (histoire impériale, histoire connectée...).

Ce numéro serait de ce fait, en sa troisième et dernière partie, ouvert aux contributions qui peuvent aider à repenser de manière vigoureuse, les cadres d'analyse chronologiques, territoriaux et linguistiques de l'histoire du Maghreb.

**Cliquez [ici](#) pour soumettre une proposition d'article au comité éditorial  
(avant le 15 avril)**